



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Relevé de conclusions

LUNDI 25 JUIN 2018 A **20H00**
Salle des fêtes– Commune de Moissieu sur Dolon

ORDRE DU JOUR

I- ACTIVITES ECONOMIQUES	4
1. Convention pour la mise en œuvre des aides économiques avec la Région	4
2. Etude de faisabilité et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation et relance de l'activité ferroviaire fret entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon – demande de subvention	5
3. Modification de l'intérêt communautaire de la compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire	6
4. Création et composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)	6
II- FINANCES	7
5. Compte de gestion du trésorier – budget général	7
6. Compte administratif 2017 – budget général	7
7. Affectation définitive des résultats 2017 – budget général	8
8. FPIC – répartition du prélèvement et/ou reversement entre la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et ses communes membres pour l'exercice 2018	9
9. Déclaration de TVA – fermeture de dossiers non assujettis à la TVA.....	9
III- ENVIRONNEMENT.....	10
10. Compte de gestion du trésorier – budget annexe de la redevance incitative	10
11. Compte administratif 2017 – budget annexe de la redevance incitative	11
12. Affectation définitive des résultats 2017 – budget annexe de la redevance incitative	12
13. Avenant à la convention ECODDS pour les déchets diffus spécifiques ménagers	12
IV- HABITAT - LOGEMENTS	13
14. Subvention au titre du PLH pour la commune de Pact	13
V- VOIRIE	13
15. Marché de travaux de voirie – programme investissement 2018 sur les voies intercommunales de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	13
VI- TOURISME	14
16. Marché de travaux de démolition et construction d'un logement/accueil du camping intercommunal à Beaurepaire	14
VII- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE	15
17. Diagnostic petite enfance – CCPR / C.C.T.B	15
VIII- AMENAGEMENT DE L'ESPACE - URBANISME	15
18. Recensement des droits de préemption urbains des communes – Instauration et délégation du droit de préemption urbains.....	15
IX- SERVICES PUBLICS.....	17
19. Maison de santé pluri professionnelle – vente du lot n°15.....	17
X- ADMINISTRATION GENERALE	18
20. Refonte de la convention de gouvernance de la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux.....	18
21. Création d'un formulaire de déclaration de chantier en ligne sur le site de la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux	19
22. Avenant n°1 à la convention opérationnelle – Opération « Centre village » Jarcieu.....	20
23. Rétrocession de parcelles par le syndicat hydraulique BLV à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	21
24. Modification de la composition des commissions intercommunales et des représentations au sein des différents syndicats	21
XI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	21
XII- QUESTIONS DIVERSES	22

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE				
M. Philippe MIGNOT					
M. Jean-Claude LEBEAU					
Mme Colette BENISTANT					
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE					
M. Yannick PAQUE					
M. Alain BERHAULT					
Mme Béatrice MOULIN MARTIN					
Mme Annie MONERY					
Mme Michelle TARNAUD					
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU				
M. Gilbert PERROT					
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON			Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS				
M. Philippe ORSINGHER					
M. Patrick DURAND	JARCIEU				
Mme HUGONNARD					
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON				
Gilbert MANIN					
	MONSTEROUX-MILIEU				
M. Denis MERLIN					
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX				
M. Etienne MAUGICE					
Mme Claude NICAISE	PACT				
M. Bernard OGIER					
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU			Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE				
Bernard COUDERT					
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE				
M. Jean Louis DELAY					
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN				
M. Lionel POIPY					
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY				
Mr Bruno DANNONAY					
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS			Gille SIVIGNON	

Monsieur Christian FANJAT, Maire de Moissieu sur Dolon, accueille les membres du conseil et laisse la parole à Mr NUCCI, Président, qui ouvre la séance en accueillant Mr PICHON.

Le Président donne ensuite lecture du dernier procès-verbal lequel ne fait l'objet d'aucune observation.

L'ordre du jour est abordé.

Le Président annonce le changement de l'ordre du jour qui débutera par les activités économiques avec notamment l'intervention de Mr PICHON.

I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

1. Friche PICHON - Protocole d'accord

Un protocole d'accord définissant les engagements réciproques de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et de Mr PICHON sur le projet de requalification du site est ensuite présenté par Gérard BECT.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

2. Convention pour la mise en œuvre des aides économiques avec la Région

Vu le traité instituant l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7,

Vu le SRDEII adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Auvergne- Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 29 juin 2017 approuvant les modifications apportées à la convention type de mise en œuvre des aides économiques par les communes, leurs groupements et la Métropole de Lyon adoptée par délibération n° 1511 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional des 15 et 16 décembre 2016

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

La loi NOTRe confère aux Régions la compétence du développement économique et la mission d'organiser les interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en la matière. La Région Auvergne-Rhône-Alpes a établi à cette fin un Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) qui fixe le cadre de ces différentes interventions.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est compétente en matière d'aide à l'immobilier d'entreprise mais que dans les autres cas le Conseil Régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire doit signer une convention avec la Région pour intervenir en aide auprès des entreprises en s'inscrivant dans les régimes d'aides fixés par la Région.

Il est donc proposé au conseil Communautaire d'autoriser la signature de la convention avec la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le contenu de la convention avec la Région pour la mise en œuvre des aides économiques dans le cadre de la Loi NOTRe, tel que annexée,

Autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce dossier,

Mandater Monsieur le Président pour signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Un règlement des aides de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire telles que décrites ci-dessus sera également annexé à la convention.

Gérard BECT précise également que tous les villages sont considérés comme des centre-bourg.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

3. Etude de faisabilité et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation et relance de l'activité ferroviaire frêt entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon – demande de subvention

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, dans le cadre de ses compétences a décidé de s'intéresser au recyclage de foncier économique, notamment des friches industrielles et notamment l'ancien site Pichon, anciennement embranché fer.

Dans le but d'optimiser au maximum le rendement de ses projets, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a décidé de lier ses différents projets en cours :

- Rouvrir la ligne ferroviaire sur la base d'un nouveau projet économique
- Dédier le foncier disponible le long de la voie ferrée à des activités liées en partie à la voie
- Créer des services logistiques associés pour le tissu industriel existant
- Mettre en lien ce démarrage et le projet de la ZAC

Le projet de réouverture du service frêt entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon s'articule avec des stratégies d différences échelles :

- Contexte national frêt et lignes capillaires : étude menée par la DREAL
- Stratégie régionale : politique volontariste en faveur du report modal des marchandises vers les modes alternatifs à la route
- GPRA : accompagne la mutation économique et énergétique du territoire autour de 2 axes (mise en œuvre d'un système écologie industrielle et territoriale + développement d'infrastructures et de services pour favoriser le transport des marchandises par le rail et le fleuve).

L'étude de faisabilité et la prestation de l'AMO (consultation lancée le 19 avril 2018), puis la rénovation et la mise en service de la ligne ferroviaire entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon constituent une des actions opérationnelles du GPRA.

Elle peut, à ce titre, bénéficier d'un soutien financier de la Région.

Il est donc proposé de solliciter l'aide financière de la région sur l'étude de faisabilité et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation et relance de l'activité ferroviaire frêt entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Autoriser le Président à solliciter l'aide financière de la Région dans le cadre de l'étude de faisabilité et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation et relance de l'activité ferroviaire frêt entre Beaurepaire et St Rambert d'Albon,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération

Il est précisé que l'étude permettra de déterminer le montage de gestion de la ligne.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

4. Modification de l'intérêt communautaire de la compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire

Question retirée de l'ordre du jour.

5. Création et composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C,

En application du Code général des impôts, une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit être créée afin de pouvoir établir une évaluation préalable à la nécessaire fixation du montant de l'attribution de compensation du fait de la restitution d'une compétence entre une commune et un EPCI.

En application des dispositions précitées, cette commission doit être créée par délibération du conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers de ses membres.

La CLECT doit être composée de membres des conseils municipaux des communes membres, étant précisé que chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Le conseil communautaire doit ainsi déterminer la composition de cette commission et fixer les modalités de désignation de ses membres.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de créer une commission locale d'évaluation des charges transférées entre la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et ses communes membres,

Décider que la composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées ainsi créée sera fixée à 15 membres (1 par commune), répartis comme suit :

Nom de la commune	Représentant
Beaurepaire	
Bellegarde Poussieu	
Chalon	
Cour et Buis	
Jarcieu	
Moissieu sur Dolon	
Monsteroux Milieu	
Montseveroux	
Pact	
Pisieu	
Pommier de Beaurepaire	
Primarette	
Revel Tourdan	
St Barthélémy	
St Julien de l'Herms	

Décider le conseil municipal de chaque commune membre procédera à l'élection en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à un tour, de son ou de ses représentants au sein de la CLECT conformément à la répartition fixée ci-avant.

Autoriser Le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

II- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

6. Compte de gestion du trésorier – budget général

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur.

Considérant qu'il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Déclarer que le compte de gestion pour l'exercice 2017 dressé par le trésorier, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

7. Compte administratif 2017 – budget général

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le président actuel pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que Monsieur MIGNOT, Vice-Président, a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

Considérant que Monsieur Christian NUCCI, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Philippe MIGNOT, Vice-Président, pour le vote du compte administratif,

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2017 dressé par l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2017 dressé par le comptable,

Il est proposé le compte administratif 2017 résumé ainsi :

Section de fonctionnement

	Budget 2017	Réalisés 2017
Dépenses de l'exercice	7 958 648.35 €	7 323 803.46 €
Recettes de l'exercice	7 958 648.35 €	8 135 798,69 €
Excédent de fonctionnement de l'exercice		811 995.23 €
Résultat antérieur		833.52 €
Résultat global		812 828.75 €

Section d'investissement

	Budget 2017	Réalisés 2017
Dépenses de l'exercice	9 771 895.05 €	5 749 332.10 €
Recettes de l'exercice	9 771 895.05 €	4 633 117.50 €
Résultat d'investissement de l'exercice		-1 116 214.60 €
Résultat antérieur		-148 530.84 €
Résultat global		-1 264 745.44 €

Restes à réaliser dépenses	3 403 498.43 €
Restes à réaliser recettes	3 904 056.84 €
Solde des restes à réaliser	+500 558.41 €
Solde d'investissement après restes à réaliser	-764 187.03 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le compte administratif 2017 – budget général, comme résumé ci-dessus,

Constater aussi bien pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires aux différents comptes,

Reconnaître la sincérité des restes à réaliser,

Arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE: UNANIMITE

8. Affectation définitive des résultats 2017 – budget général

Vu le Compte de gestion du Trésorier,

Vu la délibération n° 2018/024 du 26 mars 2018 relative à la reprise anticipée du résultat 2017 lors du vote du budget primitif 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire approuvant le compte administratif de l'exercice 2017,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 :

- qui indique les modalités de détermination et d'affectation du résultat de l'exercice
- qui précise qu' « après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante, affecte ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement et, le cas échéant, pour son solde, au financement de la section de fonctionnement ».

Considérant l'excédent de fonctionnement de + 812 828,75 euros,

La Commission finance propose d'affecter la somme de 812 828,75 euros à la section investissement (compte R1068) afin de combler le déficit d'investissement.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider d'affecter la somme de 812 828,75 euros à la section d'investissement, compte R1068

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

9. FPIC – répartition du prélèvement et/ou reversement entre la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et ses communes membres pour l'exercice 2018

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il y a lieu de définir les critères de répartition des contributions entre les communes et l'établissement de coopération intercommunale en application de l'article L.2336-3 du Code général des collectivités territoriales,

Il est décidé que la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement supportée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire : répartition « dérogatoire libre »

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepte le choix pour une répartition « dérogatoire libre » : la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement reversée au profit de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, soit un montant de solde positif de 3 978 €.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE: UNANIMITE

10. Déclaration de TVA – fermeture de dossiers non assujettis à la TVA

Vu le code général des impôts,

Vu la délibération du 21 février 2011 approuvant la vente de l'ancienne Chocolaterie « Les Roches Blanches »,

Vu la délibération du 3 juin 2013 approuvant la cession du tènement la Tour du Buis par l'intermédiaire de la SAFER,

Vu la délibération du 28 septembre 2016 approuvant le principe de mutualisation des locaux techniques sis Route de Manthes (ex Ateliers Relais) entre la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et les services de la commune de Beaurepaire,

Vu la délibération du 14 octobre 1998 relative à la mise en gestion à l'Opac des Logements situés au-dessus de la Trésorerie « Les Augustins »,

Considérant qu'en conséquence, les comptes ouverts auprès du Service des Impôts pour l'affectation de la TVA collectée sur les loyers afférents aux biens objet des délibérations susvisées sont désormais sans objet,

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la clôture des comptes de TVA ouverts auprès du Service des Impôts pour l'affectation de la TVA collectée sur les loyers perçus pour les dossiers : Logements les Augustins – L'ancienne Chocolaterie les Roches Blanches – Tènement la Tour du Buis – Les anciens ateliers Relais,

Autoriser Le Président à procéder aux formalités nécessaires à cette fin auprès de la Direction Générale des Finances Publiques

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

11. Compte de gestion du trésorier – budget annexe de la redevance incitative

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur.

Considérant qu'il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Déclarer que le compte de gestion pour l'exercice 2017 annexe de la redevance incitative, dressé par le trésorier, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

12. Compte administratif 2017 – budget annexe de la redevance incitative

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le président actuel pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que Madame Claude NICAISE, Vice-Présidente, a été désignée pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif annexe de la redevance incitative,

Considérant que Monsieur Christian NUCCI, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Madame Claude NICAISE, Vice-Présidente, pour le vote du compte administratif annexe de la redevance incitative,

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2017 annexe dressé par l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif annexe et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2017 annexe dressé par le comptable,

Il est proposé le compte administratif 2017 annexe de la redevance incitative résumé ainsi :

Section de fonctionnement

	Budget 2017	Réalisés 2017
Dépenses de l'exercice	1 741 119 €	1 521 614.59 €
Recettes de l'exercice	1 741 119 €	1 644 838.45 €
Excédent de fonctionnement de l'exercice		+123 223.86 €
Résultat antérieur		+144 938.76 €
Résultat global		+268 162.62 €

Section d'investissement

	Budget 2017	Réalisés 2017
Dépenses de l'exercice	306 439.61 €	49 357.48 €
Recettes de l'exercice	306 439.61 €	45 728.28 €
Résultat d'investissement de l'exercice		-3 629.20 €
Résultat antérieur		+267 089.61 €
Résultat global		+263 460.41 €

Restes à réaliser dépenses	1 320.00 €
Restes à réaliser recettes	0.00 €
Déficit des restes à réaliser	-1 320.00 €
Excédent d'investissement après restes à réaliser	262 140.41 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le compte administratif 2017 – budget annexe de la redevance incitative, comme résumé ci-dessus,

Constater aussi bien pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement
CCTB / conseil communautaire/ lundi 25 juin 2018/Procès-verbal de séance

du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires aux différents comptes,

Reconnaître la sincérité des restes à réaliser,

Arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

13. Affectation définitive des résultats 2017 – budget annexe de la redevance incitative

Vu le Compte de gestion du Trésorier,

Vu la délibération n° 2018/028 du 26 mars 2018 relative à la reprise anticipée du résultat 2017 lors du vote du budget primitif 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire approuvant le compte administratif de l'exercice 2017,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 :

- qui indique les modalités de détermination et d'affectation du résultat de l'exercice
- qui précise qu' « *après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante, affecte ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement et, le cas échéant, pour son solde, au financement de la section de fonctionnement* ».

Considérant l'excédent d'investissement après restes à réaliser de 262 140,41 euros,

Il est proposé de ne rien affecter à la section investissement.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de ne point faire d'affectation de résultat,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

14. Avenant à la convention ECODDS pour les déchets diffus spécifiques ménagers

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 27 avril 2015 relative à l'approbation d'une convention avec ECODDS pour la collecte sélective des DDS ménagers et leur traitement à l'échelle nationale,

Considérant que le cahier des charges d'agrément des éco-organismes dispose que ces éco-organismes concluent un contrat-type avec les collectivités territoriales compétentes en matière de collecte séparée des déchets diffus spécifiques ménagers. Une convention-type à durée indéterminée a ainsi été proposée par ECODDS lors de la période d'agrément antérieure au 31 décembre 2017.

A l'initiative de l'association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, un avenant à la convention-type en vigueur avec ECODDS a été élaboré, en vue de revaloriser le barème de soutiens financiers, dit barème aval.

Cet avenant a été soumis à la concertation avec des représentants des collectivités territoriales puis communiqué aux ministères délivrant l'agrément.

Considérant que le cahier des charges dispose que les éco-organismes agréés s'assurent de la simplicité des modalités administratives de gestion du contrat avec les collectivités territoriales. IL convient donc en particulier de simplifier le calcul des soutiens versés par ECODDS.

Selon l'article 4.3 de la convention-type, les soutiens dus au titre de l'année N sont payés en année N+1 ; que malgré les circonstances ayant conduit à la délivrance tardive de son agrément à Ecodds et afin de faire bénéficier les collectivités territoriales d'un barème aval plus favorable. Il est convenu d'une application rétroactive du nouveau barème aval aux DDS ménagers collectés à partir du 1^{er} janvier 2018 dès lors que l'avenant est régularisé par les collectivités territoriales avant le 30 juin 20157 inclus.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention avec l'éco organisme de la filière des déchets diffus spécifiques ménagers ECODDS, relatif au nouveau barème de soutien,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- HABITAT - LOGEMENTS

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

15. Subvention au titre du PLH pour la commune de Pact

Vu le PLH de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire validé en 2011,
Vu la demande de subvention de la commune de Pact,

Considérant la difficulté de satisfaire une demande importante en matière de petits logements adaptés sur le territoire de Beaurepaire,
Considérant que le projet de la commune de Pact est à même de compléter pertinemment le parc actuel,

Il est proposé à l'assemblée délibérante de statuer sur la demande de financement de la commune de Pact relative à la construction d'un logement type PLUS :

- réalisation d'un logement type T2 d'une surface utile de 51,30 m².

Le projet est évalué à 94 774,53 €. Le loyer maximum du logement serait de 310,41 €.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les travaux de la commune de Pact vis-à-vis du programme habitat de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire
Décider de contribuer à hauteur de 2 667,60 euros comme le prévoit le PLH,
Dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V- VOIRIE

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

16. Marché de travaux de voirie – programme investissement 2018 sur les voies intercommunales de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

Vu le Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés public,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu le règlement intérieur des MAPA,

Considérant que dans le cadre de son programme d'investissement de la voirie 2018, la Communauté de Communes a procédé à une consultation par voie d'appel d'offres en date du 18 mai 2018,
Considérant le rapport d'analyse de l'assistance à maîtrise d'ouvrage,
Considérant la proposition de la commission des marchés en date du 15 juin 2018,

Au regard des critères de sélection du règlement de consultation et du rapport d'analyse des offres, la commission des marchés propose que l'offre économiquement la plus avantageuse de la société Eiffage soit retenue et ce pour un montant de 114 677,00 € HT pour la tranche ferme et 91 159,35 € HT pour la tranche conditionnelle.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Retenir la proposition faite par la commission d'appel d'offres,
Décider d'attribuer le marché adapté à la Société Eiffage pour un montant de 114 677,00 € HT pour la tranche ferme et 91 159,35 € HT pour la tranche conditionnelle
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- TOURISME

RAPPORTEUR : Jacques GARNIER en l'absence de Mireille BOUVIER

17. Marché de travaux de démolition et construction d'un logement/accueil du camping intercommunal à Beaurepaire

Vu le Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés public,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu le règlement intérieur des MAPA,

Considérant que dans le cadre de son projet de développement du camping avec la construction d'un logement/accueil au camping intercommunal, la Communauté de Communes a procédé à une consultation par voie d'appel d'offres en date du 2 mai 2018,
Considérant le rapport d'analyse du maître d'œuvre,
Considérant la proposition de la commission des marchés en date du 8 juin 2018,

Au regard des critères de sélection du règlement de consultation et du rapport d'analyse des offres, la commission des marchés propose de retenir les entreprises suivantes :

Lot	Désignation	Entreprise retenue	Montant HT
Lot 0	Cuve fioul	Lot déclaré sans suite – retiré du marché	
Lot 1	Désamiantage – démolition	Vanel et associés	20 836,15 €
Lot 2	VRD	GMTP	16 757,00 €
Lot 3	Gros œuvre	Lot déclaré sans suite – nouvelle consultation	
Lot 4	Charpente – couverture	Manchon Charpente	23 940,04 €
Lot 5	Menuiseries	Proponnet SARL	16 944,62 €
Lot 6	Plomberie – chauffage	Hauterives Chauffage	6 623,00 €

Lot 7		Lot déclaré sans suite – nouvelle consultation	
Lot 8			
Lot 9	Electricité	Poipy	16 361,00 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Retenir la proposition faite par la commission d'appel d'offres ci-dessus détaillée,
Décider d'attribuer les marchés de travaux aux entreprises pour les Lot 2- 4 -5 – 6 et 9 tels que susvisés,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

18. Diagnostic petite enfance – CCPR / C.C.T.B

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que l'année 2018 est la dernière année du contrat Enfance Jeunesse avec la CAF de l'Isère pour le territoire de Beaurepaire, lequel permet de co-financer toutes les actions liées aux 0-18 ans.

La CAF de l'Isère propose d'accompagner la collectivité dans la réalisation d'un diagnostic Petite enfance (0-6 ans) sur le territoire (le dernier a été effectuée en 2007).

Le pays roussillonnais étant dans le même cas de figure, il est proposé de conduire ensemble une réflexion sur les 2 territoires en vue de la fusion afin de faire un état des lieux autour des actions envers les 0-6 ans en mettant en exergue le soutien à la parentalité puis ensuite de faire des préconisations pour l'avenir.

L'opportunité de le commencer à partir de septembre 2018 permettra d'obtenir un soutien financier de la CAF.

Le montant estimé du diagnostic est de 10 000 € avec une aide de la CAF à hauteur de 5 500,00 €.

Le reste à charge sera à répartir entre la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais selon la clé de répartition 77 % CCPR (3 465 €) – 23% C.C.T.B (1 035 €).

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le principe d'engager dans le cadre d'un groupement de commande avec la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, un diagnostic Petite enfance,
Valider le montage financier de cette réflexion tel que susvisé,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VIII- AMENAGEMENT DE L'ESPACE - URBANISME

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

19. Recensement des droits de préemption urbains des communes – Instauration et délégation du droit de préemption urbains

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative à l'approbation du transfert de la compétence
« Elaboration, modification et révision du plan local d'urbanisme (PLUI) »,

Le transfert de compétence a été prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département en date du 8 décembre 2017,

A compter du transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tant lieu et carte communale », la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire de plein droit est seule compétente pour exercer le droit de préemption urbain (DPU).

Elle est donc titulaire de ce droit en lieu et place des communes membres. Ce droit s'exerce sur les zones de préemption déjà existantes antérieurement créées par les communes à savoir les zones U et AU des Plans Locaux d'Urbanisme et U et NA des Plans d'Occupation des Sols

Le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a pour conséquence de pouvoir instituer le Droit de Préemption Urbain afin de l'exercer.

Le code de l'urbanisme permet au titulaire, de déléguer une partie du DPU à une ou plusieurs communes dans les conditions qu'il décide, conformément à l'article L213-3 du code de l'urbanisme : « le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien ».

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire peut ainsi, selon les conditions qu'elle décide avec les communes membres, déléguer l'exercice du DPU à une ou plusieurs communes :

- Par une délégation ponctuelle, opération par opération
- Par une délégation plus systématique liée à un ou des secteurs ou à des compétences restées communales

Ainsi, en accord avec les communes membres, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire souhaite déléguer le Droit de Préemption Urbain aux communes, sur les parties des territoires communaux concernés et pour les compétences non inscrites dans les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire (voir l'annexe en annexe)

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de la création du Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble du territoire communautaire et sur les zones U et AU des Plans Locaux d'Urbanisme et U et NA des Plans d'Occupation des Sols

Déléguer le droit de préemption urbain aux communes membres, chacune dans et pour ses limites territoriales, sur les parties des territoires communaux concernés par un DPU et pour les compétences non inscrites dans les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, chaque commune étant autorisée à sub-déléguer l'exercice du Droit de Préemption Urbain à son Maire dans les conditions fixées par l'article L2122-22—du CGCT.

Dire que sont exclues de cette délégation, les zones d'activités économiques gérées par la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire.

Dire que la présente délibération est soumise aux mesures de publicité prévues à l'article **R 211.2** du Code de l'urbanisme qui prévoit que la délibération est affichée en mairie et au siège de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pendant un mois et que mention en est insérée dans deux journaux diffusés dans le département,

Préciser que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, après l'accomplissement des mesures de publicité,

Dire que la présente délibération fera l'objet des notifications prévues par l'article R 211.3 du Code de l'urbanisme et que copie de la délibération sera adressée à la direction départementale des services fiscaux, au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grnde instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greff des mêmes tribunaux.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IX- SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

20. Maison de santé pluri professionnelle – vente du lot n°15

Vu les articles L 1511-8 et suivantes et R 1511-44 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'installation et au maintien des professionnels de santé,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,

Vu la délibération du 26 janvier 2015 relative à l'approbation du programme technique détaillée,

Vu la délibération du 26 octobre 2015 relative à la validation de l'APS+, du plan de financement et du dépôt de permis de construire

Vu la délibération du 21 décembre 2015 relative à l'approbation de l'APD

Vu la décision n°2017-074 du 14 décembre 2017 relative au bail professionnel de location de Mr SIMONETTI,

Vu la décision n°2018-009 du 23 février 2018 relative à l'avenant au bail professionnel de location de Mr SIMONETTI portant sur le numéro de parcelle de la place de parking privative,

Considérant le souhait du praticien Mr SIMONETTI d'acquérir le lot n°15 pour lequel il est actuellement en location.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de conclure la vente d'un lot de la maison de santé avec Mr SIMONETTI, praticien hypnotiseur dans les conditions suivantes :

NOM	PROFESSION	LOT CONCERNÉ	PRIX DE VENTE
André SIMONETTI	Praticien en hypnose	Lot 15 et 35 34,80 m ² + 19,57 m ² Soit 248/1000 des parties communes spéciales au pôle paramédical + + 376/10000è des parties communes générales + 1 parking (Lot 35)	54 370 € HT Soit 65 244 € TTC

Il est précisé que le prix de vente sera payable au comptant le jour de la signature de l'acte de vente.

Décider que les charges de vacance expriment le coût supporté par la Communauté de Communes lorsque les locaux restent inoccupés ou ne sont pas vendus, hormis l'espace dit "dentaire".

La maison de santé concrétise le projet de santé porté par la CCTB et l'ensemble des professionnels signataires. Il a été convenu que ces charges de vacances soient supportées à part égale entre la CCTB et les professionnels.

Chaque occupant, qu'il soit locataire ou propriétaire participe au financement de ces charges de vacance.

La charge de vacance d'un local est égale au montant du loyer qui serait perçu par la CCTB, augmenté des charges locatives du local et des communs.

Les charges de vacances à répartir entre occupants sont la somme des charges de vacances des locaux inoccupés divisée par deux.

La répartition de ces charges de vacance entre occupant se fait au prorata de la surface de leur local privatif prise dans la surface totale des locaux privatifs.

Les charges de vacances, en cas de hausse due à une vacance supplémentaire de locaux, sont plafonnées à 1,75 fois le montant mentionné dans l'acte d'engagement.

Dire que les charges de co-propriété seront calculées au prorata de la surface occupée sur l'ensemble des espaces dit communs.

Décider d'inclure dans les compromis de vente une clause résolutoire en cas de changement d'affectation comme le prévoit l'article 1184 du Code civil et selon les modalités suivantes :

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire devra par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception adresser à l'acquéreur défaillant, constater l'inexécution de ses engagements et préciser qu'à défaut de reprise ou de tenue de ses engagements dans le mois suivant cette notification, la vente sera résolue de plein droit. En cas de résolution de la vente, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire remboursera à l'acquéreur, le prix de la présente vente sans que ce dernier ne puisse réclamer le remboursement de ses frais d'acquisition, ni aucune indemnité pour les impenses faites. Le cas échéant, il sera déduit du prix de vente à restituer, la valeur de toutes les dépréciations subies par le bien et tous les frais engagés par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire en raison de l'inexécution de l'engagement de l'acquéreur. Les sommes dues par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire seront payées au plus tard dans le délai de 2 mois à compte de la signature de l'acte authentique constatant la résolution de la vente, dont les frais seront supportés par l'acquéreur.

Décider l'insertion de la clause anti spéculative aux ventes des locaux dite « droit de préférence.

Autoriser le Président à signer ces contrats, ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier,

Charger le Trésorier et le Président de l'exécution de la présente délibération,

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

X- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

21. Refonte de la convention de gouvernance de la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux

Vu Les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

Vu la délibération du 16 décembre 2013 relative à la convention de gouvernance de la charte forestière, laquelle a fait par la suite l'objet d'avenants,

Vu l'avis de la Conférence de la Charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux en date du 26 septembre 2017,

Depuis 2014, plusieurs difficultés et freins en matière d'animation ont été rencontrés et des points d'amélioration ont pu être identifiés. Plusieurs avenants à la convention de gouvernance de la charte forestière ont alors été proposés lors de conférences précédentes, de manière à lever ces freins et faciliter les démarches des EPCI et de l'animateur. Cependant, ces avenants n'ayant pas officiellement fait l'objet de points à l'ordre du jour des différents conseils communautaires dans une volonté de concentrer les éléments relatifs à la charte forestière dans les instances intercommunautaires, il est proposé une refonte globale de la convention de gouvernance de la charte forestière de manière à intégrer les différents avenants et effectuer certaines modifications supplémentaires évoquées en comité de suivi.

Parmi les principales modifications, sont notamment à retenir :

- Réalisation du plan d'approvisionnement territorial
- Intégration des principaux partenaires techniques au comité de suivi de la charte forestière
- Méthode de validation des projets par délibération concordantes des EPCI membres, sans recours à des avenants à la convention
- Modification de l'EPCI porteur, le nouveau étant Bièvre Isère Communauté
- Instauration d'un forfait de mise à disposition du bureau de l'animateur d'un montant révisable de 2 750 €/an
- Augmentation du plafond du solde à répartir entre les EPCI pour l'animation de 15 000 €/an à 30 000 €/an au regard de l'évolution des financements externes
- Possibilité pour les membres de la conférence d'élire un vice-président
- Instauration de cotisations annuelles sollicitées par l'EPCI porteur à priori en début de chaque exercice et régularisée annuellement dans l'estimation de la cotisation de l'exercice suivant

Cette proposition de projet a reçu un accueil favorable des membres du Comité de suivi de la Charte Forestière.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le projet de refonte de la convention de gouvernance de la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux tel que annexé,

Autoriser Monsieur le Président à signer cette nouvelle convention et tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

22. Création d'un formulaire de déclaration de chantier en ligne sur le site de la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire,

Vu l'avis de la Conférence de la Charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux en date du 26 septembre 2017,

Considérant que l'un des plus gros enjeux identifiés localement concernant la forêt et la filière bois réside dans le développement d'une exploitation forestière durable, respectueuse du milieu et de ses usagers.

Ainsi, la perception de l'exploitation forestière (coupes rases notamment) que peuvent avoir ces usagers et les enjeux de dégradation des chemins posent question sur le territoire.

Pour répondre à cet enjeu, la Charte Forestière, en partenariat avec l'interprofession du Bois de l'Isère CREABOIS, a initié la mise en œuvre d'un « Mode Opératoire pour l'utilisation des chemins ruraux lors de l'exploitation forestière ».

Les objectifs ? Améliorer les relations et favoriser le dialogue entre professionnels de la filière et communes, mais également limiter les conflits d'usage en forêt et l'impact de l'exploitation sur les chemins ruraux en apportant une garantie aux communes. Parallèlement, c'est aussi l'occasion de valoriser la profession et ses représentants.

Basée sur le volontariat des professionnels, la démarche repose sur la réalisation d'états des lieux avant/après chantiers. Un contact doit donc être pris par les professionnels de la filière pour tenir informé la commune de la réalisation d'un chantier.

De manière à faciliter cette prise de contact par l'exploitant et éviter de ne lui alourdir encore davantage les démarches préparatoires à un chantier, il est proposé de développer un formulaire de déclaration de chantier en ligne sur le site internet de la charte forestière.

Grâce à la saisie du formulaire :

- L'exploitant forestier peut prévenir le correspondant forêt de la commune qu'un chantier va avoir lieu, en précisant les principales caractéristiques de celui-ci (volume de bois, surface exploitée, parcelles concernées...), grâce à un multi-postage mail ;
- Une liste déroulante des communes est proposée à l'exploitant pour éviter que les coordonnées du correspondant forêt ne soient publiques. Chaque commune est liée à l'adresse Email du correspondant forêt concerné ;
- Un Email, dans lequel est générée une « Fiche de renseignements » du chantier pré-remplie avec les informations saisies, est alors reçu par le correspondant forêt qui dispose d'une dizaine de jours pour compléter la fiche avec les principaux enjeux auxquels l'exploitant devra être vigilant et prendre contact avec l'exploitant pour un état des lieux des chemins empruntés ;
- La « Fiche de chantier réglementaire » ainsi qu'une « Fiche de chantier pour la DIRECCTE » pré-remplies sont également générées pour l'exploitant forestier, de manière à lui faciliter le travail ;

Le coût du projet est évalué à 1 000 € TTC maximum.

Cette somme avait été initialement prévue dans le budget annuel pour un projet de communication en lien avec la sylviculture et les cours d'eau qui ne verra pas le jour cette année.

Cette proposition de projet a reçu un accueil favorable des membres du Comité de suivi de la Charte Forestière.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le projet de développement d'un formulaire de déclaration de chantier en ligne, dans limite de 1 000 € TTC,

Autoriser Monsieur le Président de l'EPCI porteur ou son représentant à signer tout document afférent à la mise en œuvre du projet.

Charger le Président de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

23. Avenant n°1 à la convention opérationnelle – Opération « Centre village » Jarcieu

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 21 novembre 2016 relative à l'approbation de la convention opérationnelle entre EPORA et la commune de Jarcieu,

Considérant le projet de la commune de Jarcieu de création de 4 logements familiaux sociaux et d'un restaurant scolaire,

Considérant que l'étude de 3 mitoyennetés, le coût du programme excède désormais le budget prévisionnel convenu dans la convention opérationnelle.

Il est donc proposé un avenant à la convention opérationnelle afin de mettre à jour le bilan prévisionnel conformément au programme de travaux.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver l'avenant à la convention opérationnelle pour l'opération « Centre village » à Jarcieu, tel que ci-annexé,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

24. Rétrocession de parcelles par le syndicat hydraulique BLV à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu le plan cadastral annexé à la présente délibération permettant d'identifier l'emprise foncière objet de la rétrocession,

Considérant la volonté du syndicat hydraulique Bièvre Liers Valloire de rétrocéder à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire la parcelle cadastrée AM 138 lui appartenant,

Considérant le souhait de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire d'accéder à cette demande et de prendre en propriété cette emprise foncière d'une surface de 857 m²,

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle cadastrée AM 138 sise sur la commune de Beaurepaire et d'une surface totale de 857 m²,

D'autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

25. Modification de la composition des commissions intercommunales et des représentations au sein des différents syndicats

Question reportée au prochain conseil.

XI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en mai 2018 :

Date	Objet	Montant HT
2 mai 2018	DECI 031 Camping intercommunal – achat d'un lave-linge	2 300,00 € HT Société SOVEMATIC
3 mai 2018	DECI 032 Entretien du système de climatisation des mobil homes au camping intercommunal	672,00 € HT / an Société TTEC

4 mai 2018	DECI 033 Entretien des sentiers de randonnées PDIPR	3 629,25 € HT Société Ageron Bièvre Entretien
18 mai 2018	DECI 034 Avenant n°7 au bail commercial pizzeria Montseveroux – Mr BELLET	Suspension loyers à compter du 1 avril 2018
24 mai 2018	DECI 035 Remplacement de l'automatisme du portail de la gendarmerie	3 500,00 € HT Société Trillat
25 mai 2018	DECI 036 Etude de lixiviation pour infiltration eaux pluviales « Friche Pichon »	3 500,00 € HT Société Equaterre SAS
28 mai 2018	DECI 037 Avenant n°1 au bail professionnel de location maison de santé pluri professionnelle – Mr MALLORY	Prolongation délai du contrat de 6 mois à compter du 13 juin 2018

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte des présentes décisions

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

XII- QUESTIONS DIVERSES